



THE UNIVERSITY *of* EDINBURGH

## Edinburgh Research Explorer

### Commentaire du projet d'ordonnance du Ministère français de la justice

**Citation for published version:**

Descheemaeker, E 2015 'Commentaire du projet d'ordonnance du Ministère français de la justice: III - Paiement de l'indu' University of Edinburgh, School of Law, Working Papers.  
<[http://www2.law.ed.ac.uk/file\\_download/publications/2\\_287\\_commentaireduprojetdordonnanceduministre.pdf](http://www2.law.ed.ac.uk/file_download/publications/2_287_commentaireduprojetdordonnanceduministre.pdf)>

**Link:**

[Link to publication record in Edinburgh Research Explorer](#)

**Document Version:**

Publisher's PDF, also known as Version of record

**Publisher Rights Statement:**

© Descheemaeker, E. (2015). Commentaire du projet d'ordonnance du Ministère français de la justice: III - Paiement de l'indu. University of Edinburgh, School of Law, Working Papers.

**General rights**

Copyright for the publications made accessible via the Edinburgh Research Explorer is retained by the author(s) and / or other copyright owners and it is a condition of accessing these publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

**Take down policy**

The University of Edinburgh has made every reasonable effort to ensure that Edinburgh Research Explorer content complies with UK legislation. If you believe that the public display of this file breaches copyright please contact [openaccess@ed.ac.uk](mailto:openaccess@ed.ac.uk) providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



## LES « AUTRES SOURCES D'OBLIGATIONS » (II) : LE PAIEMENT DE L'INDU

*Le traitement du paiement de l'indu par le projet d'ordonnance ne propose pas de changement significatif par rapport au droit actuel. Quelques modifications, notamment de forme (et un changement de nom en « réception de l'indu »), seraient toutefois à apporter au projet avant adoption.*

### **Projet d'ordonnance**

« Chapitre II

« Le paiement de l'indu

« Art. 1302.– Tout paiement suppose une dette ; ce qui a été fourni sans être dû est sujet à répétition.

« La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées.

« Art. 1302-1. – Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû doit le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu.

« Art. 1302-2. – Celui qui par erreur ou sous la contrainte a acquitté la dette d'autrui dispose d'un droit à répétition contre le créancier. Néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier, par suite du paiement, a détruit son titre ou abandonné les sûretés qui garantissaient sa créance.

« Le remboursement peut aussi être demandé à celui dont la dette a été acquittée par erreur.

« Art. 1302-3. – La répétition est soumise aux règles des restitutions fixées au chapitre V du titre IV.

« La restitution peut être réduite si le paiement fait par erreur procède d'une faute. »

### **I. Analyse**

Tout d'abord il nous semble préférable, malgré le poids de l'histoire, de rebaptiser l'institution « réception de l'indu » (à l'instar du Code civil du Québec), dans la mesure où il transparaît clairement de l'Art. 1302-1 que la source de l'obligation est bien la réception et non le paiement.

#### Article 1302

Le Projet a raison de ne pas reprendre l'expression « ce qui a été payé » dans l'Art. 1235 al. 1 du Code actuel – mais « délivré » nous semble préférable à « fourni », étant plus proche de la traduction habituelle de la *traditio* romaine, qui est à la base du problème (en ce sens que la chose délivrée appartient à la personne à laquelle la chose

a été remise si la tradition est valable, mais en l'absence de dette une obligation de donner est imposée à celle-ci).

#### Article 1302-1

« Par erreur ou sciemment » vient de la combinaison dans le Code de 1804 des anciennes *condictio indebiti* et *condictio furtiva* du droit romain, mais la formule est inélégante. D'autre part « indûment » est redondant.

#### Article 1302-2

Nous ne voyons pas de raison de subordonner les deux actions (contre le créancier et contre le véritable débiteur) à des conditions différentes. Le terme « demandé » nous semble également trop faible, s'agissant d'un droit.

#### Article 1302-3

La formulation du second alinéa nous paraît déplorable en donnant l'impression d'un jugement en pure équité. Il nous semble préférable d'en rester à la solution actuelle, qui est que l'absence de faute n'est pas une condition de l'action, mais que le *solvens* engage sa responsabilité (délictuelle ou quasi-délictuelle) si cette faute cause un dommage à l'*accipiens*. Tant cette règle que sa restriction à l'*accipiens* de bonne foi ne sont que l'application des principes généraux de la responsabilité extracontractuelle et peuvent donc être omis.

## **II. Proposition alternative**

« Chapitre II

« De la réception de l'indu

« Art. 1302. – Tout paiement suppose une dette ; ce qui a été délivré sans être dû est sujet à répétition.

« La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées.

« Art. 1302-1. – Celui qui reçoit ce qui ne lui est pas dû, qu'il ait ou non conscience de son caractère indu, doit le restituer à celui de qui il l'a reçu.

« Art. 1302-2. – Celui qui par erreur ou sous la contrainte a acquitté la dette d'autrui dispose d'un droit à répétition contre le créancier. Néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier, par suite du paiement, a supprimé son titre ou abandonné les sûretés qui garantissaient sa créance.

« Le remboursement peut aussi être réclamé à celui dont la dette a été acquittée dans les mêmes conditions.

« Art. 1302-3. – La répétition est soumise aux règles des restitutions fixées au chapitre V du titre IV. »

Eric Descheemaeker  
Université d'Edimbourg  
[eric.descheemaeker@ed.ac.uk](mailto:eric.descheemaeker@ed.ac.uk)  
10 Mars 2015